ROUBAIX

LE MARCHÉ A TERME et la Spéculation

LA SUPPRESSION S'IMPOSE

Dans notre précédent article, sur ce sujet, nous avons dit que les Chambres de Commerce de Roubaix et de Tourcoing s'étaient réunies tour à tour pour nommer une Commission chargée d'étudier la question du « Marché à Terme ». Connaissant l'esprit prudent, conservateur, de ces assemblées consulaires, nous ne serions pas étonnés de nous voir se contenter de demander pour le moment la réglementation de cette institution, avec l'espoir que les spéculateurs sentant la suppression suspendue au-dessus d'eux comme une épée de Damoclès, deviendraient plus prudents et ne commettraient plus de folies. Ce serait bien mal connaître ces joueurs que de les supposer capables de mettre un frein à leur passion ; que ce soit sur le baccara, les petits chevaux ou le « Marché à Terme » qu'ils aient porté leurs goûts, nous estimons qu'il n'y a pas de moyen terme à la fin des fins : ce qu'il faut courir à l'abolition pure et simple des Marchés à Terme.

A son tour, et au même moment, la Chambre de Commerce de Tourcoing s'était réunie extraordinairement à la mairie de Roubaix à la campagne contre les « Marchés à Terme », approuvait à l'unanimité un rapport dans lequel tous les vices de ces marchés étaient mis à nu et demandait aux Pouvoirs publics d'intervenir pour leur suppression. « Ne sujettent qu'en hausse comme en baisse, les cours du « Marché à Terme » n'étaient qu'un leurre ; c'est aussi notre avis, et on nous excusera que malgré l'heure actuelle si malgré le retour des cours qui a eu un profit depuis quelque temps, il est impossible de trouver à acheter dans le commerce réel un seul kilo de laine sur la base de prix qu'on pratique en « terme » et qui est pourtant le prix taxatif de Cote officielle, on nous excusera que de plus que le « Marché à Terme » est non seulement inutile, mais qu'il constitue pour le commerce et l'industrie un tout autre danger, un embarras dont personne ne peut se rendre compte et qu'il faut supprimer avant qu'il n'ait occasionné de nouveaux désastres.

L'expérience a été faite et répétée que le « Marché à Terme » des laines peignées n'a pas été du mal à l'industrie textile et ne lui rend aucun service. Ce n'est pas là une simple opinion personnelle, mais bien l'avis de tous les intéressés, gros et petits, hormis les joueurs, bien entendu, dont personne, croyons-nous, ne voudrait prendre la défense. Nous n'avons jusqu'à présent fait connaître les opinions que les Chambres de Commerce qui représentent plutôt les gros intérêts industriels, manufacturiers, commerciaux, mais qu'on se rassure, nous avons entendu ouvrir s'était tenu à l'écart du grand mouvement de protestation qui s'était produit en 1900 contre le « Marché à Terme » des laines peignées : nous aurons à nous occuper bientôt de ce seul but de soustraire leur industrie à l'influence désastreuse de la spéculation et d'assurer autant que possible, la régularité de leur travail, les travailleurs du fait même se sont associés spontanément et, depuis longtemps, à la campagne d'assainissement entreprise par leurs patrons.

Dès mars 1900, le syndicat ouvrier rémois écrivait à M. Mirman : « Nous venons de prendre connaissance du rapport de M. Paulin Peyrot, vice-président de la Chambre de Commerce de Reims, concernant les « marchés à Terme » des laines peignées ; nous n'hésitons pas à l'approuver complètement. En présence de bruits qui vient de se produire sur le « Marché à Terme », nous nous préoccupons à nouveau des dangers qu'il fait courir à l'industrie lainière dans notre région », etc. D'autre part, au milieu des nombreuses préoccupations de la fin de la session des Chambres des Députés, on pourrait retrouver celle ci émanant du syndicat roubaisien qui comprenait alors 6.000 membres : « La chambre syndicale ouvrière textile de Roubaix et des communes voisines, présidée Emile Vasseur des Marchés à Terme sur les laines peignées, et en demande la suppression absolue. « Ces marchés ne peuvent qu'amener la mort de l'industrie textile dans notre région ».

Quelle est la situation faite en 1900 par les patrons et les ouvriers n'a malheureusement pas réussi : la majorité de la Chambre des Députés d'alors n'a peut être pas bien compris toute la portée de l'énergique et salutaire geste de défiance qu'un Tel demande d'accompagner : elle a renvoyé la question à la commission de qui, aux yeux des défenseurs du Terme, équivalait à un enterrement de première classe. La question fut bien réglée à la tribune du Parlement, et elle le sera bientôt, espérons-le. A part les joueurs, il y a assurément unanimité — sauf un infime nombre d'industriels et de négociants distributeurs dont le gain est assuré — pour crier : Mais qu'il finisse ! La suppression de cette institution néfaste s'impose et le Parlement a le devoir d'intervenir dans le plus bref délai possible, non pas tant, comme l'a si bien dit M. Mirman, pour garantir les joueurs contre leur folie ou leur propre imprudence — cela ne nous intéresse pas — mais pour protéger ceux qui ne jouent pas, pour défendre le travail national tout entier, pour défendre contre l'influence néfaste de la spéculation une grande industrie qui est une des forces et une des richesses de la France.

V. DE LABRUYERE.

LA QUESTION DES TRAMWAYS

Nous avons reproduit hier une lettre de la Compagnie des tramways Mimey, adressée au Journal de Roubaix, et relative aux dernières protestations par M. le maire et consorts, dans la séance du conseil municipal du 28 février. Afin de renseigner exactement le public, nous tenons à relater à peu près fidèlement ce qui a été dit :

M. Motte. — La compagnie nouvelle entre Lille et Roubaix et Tourcoing, traitant dans les conditions du cahier des charges dont la Cie des tramways de Lille et sa banlieue fait l'objet, n'est pas encore approuvée. Une tentative de fusion faite par certains abonnés pour faire supprimer ce service qui donne satisfaction à la population des deux villes. Se mettant de l'hostilité déguisée qui empêche l'approbation définitive de ce service. Hostilité due à des influences politiques auxquelles je pense que la Cie Mongy n'est pas étrangère. Je propose au Conseil d'émettre un vœu réclamant énergiquement le maintien de ce service direct. M. Lehoucq appuie la proposition de M. le Maire et déclare qu'il a bien fait d'élargir la question en faisant allusion à la Compagnie Mongy qui veut remblayer le parc Barbieux et le boulevard Beaurepaire. Il demande que M. le Ministre des Travaux publics provoque une enquête sur les compétences du contrôle à l'égard de cette Cie dont on semble se préoccuper d'économiser les fonds au détriment des villes et des contribuables. M. Sayet, confirme les protestations de M. Lehoucq et donne lecture d'un vœu rédigé en ce sens et concernant un passage supérieur que la Cie Mongy veut établir au-dessus de la ligne de Tourcoing à Somain et qui empêcherait de faire sur une partie considérable du boulevard Beaurepaire.

Le vœu de M. le Maire réclamant énergiquement le maintien du service direct Lille-Roubaix-Tourcoing et vice-versa, cédé de M. Lehoucq et celui de M. Sayet sont adoptés à l'unanimité.

Ligue des Droits de l'Homme

Le groupe de Roubaix et de ses environs donnait aux figueurs une soirée en la salle Saint-Sébastien, rue Saint-Georges (Mlle Warocquier, qui devait traiter « Du rôle social de la femme », obligée de s'excuser, se trouvait être remplacée par le jeune, alerte propagandiste, M. Sapet, avocat, qui aborde la question du divorce.

En un exorde appuyé, le conférencier fait l'historique du divorce :

Le Droit romain l'autorisait d'une manière très large — la répudiation unilatérale était même permise — mais à partir de l'an des consuls Spurius Carvilius et Sempronius Ruga, huit siècles, les Pères de l'Eglise, entre autres Tertullien, autorisèrent le divorce. En réalité, l'Eglise l'a toujours admis : n'est-ce point un des termes du divorce, la nullité de certains mariages, les prononcés pour des causes postérieures à l'union des époux.

La Révolution rétablit le divorce, elle le permit avec une très grande facilité.

Avec Napoléon Ier, la tendance de l'Eglise d'Orient fait un heureux. Allié est le triomphe de M. de Bonald, et la suppression du divorce.

Ce fut seulement en 1792, par la loi du 19 juillet, que le divorce fut rétabli, et en 1886, la loi actuelle modifiée.

« Quand l'accord est impossible, mieux vaut la séparation ». La séparation de corps est un remède insuffisant. Ne serait-ce pas créer des situations de maris sans femmes et de femmes sans mari, et provoquer l'adultère ? Le seul remède est le divorce. Pour rétablir la justice, il faut rendre à chacun sa liberté.

Quelles sont les chaudes soulevées à cette solution ?

Les croyances religieuses ? L'argumentation de M. Naquet est toute puissante : Ce qui est inadmissible aux yeux de la religion catholique, ce n'est pas le mariage civil, qu'elle ne reconnaît pas, mais uniquement le sacrement du mariage. Les catholiques ne peuvent donc être blessés lorsque la loi civile déclare rompu un lien dont ils n'ont les premiers à contester la valeur ».

L'Intérêt des Enfants ?

Ce ne sont pas les enfants, mais les causes de divorce qui sont préjudiciables aux enfants. Ce qui est leur malheur, c'est la réalité de fait, la haine dont ils sont témoins et parfois victimes.

Le divorce, conclut le conférencier, est un mal, mais un mal nécessaire, parce qu'il est le remède à un mal plus grand.

Ce n'est pas le divorce qui détruit l'institution sainte du mariage, il met fin à la mésintelligence des époux.

La loi de 1884 doit être étendue, et le divorce sera accordé par consentement mutuel des époux, — je ne refuse cependant à la voir accepter à la demande d'un seul, car je craindrais les abus. — J'appelle aussi de tous mes vœux l'abrogation d'une procédure longue, coûteuse et souvent irritante, et d'une voix si douce, qu'elle ne serait donc de vous si dans offensée, pardonnez-moi, alors. Il m'était impossible de me dominer ; une foudroyante émotion brisa ma volonté, comme la poudre enflammée brise son enveloppe. C'était terrible et irrésistible. Moyen, j'ai pleuré, c'est, pardieu ! la première fois de ma vie ; mais ces larmes m'ont soulagé.

— Pourquoi donc êtes-vous ainsi ? dit Lucienne, qui le regardait avec un profond ébahissement.

— Pourquoi ?...

— Allons, enfants ! descendez, cria d'en bas M. Lemercier, à table !

— Mon Dieu ! mais que se devinera-t-il pas qu'il s'est passé quelque chose ? dit Stéphane, cherchant des yeux un miroir.

— Votre visage est tout empourpré, en effet, dit Lucienne, un peu d'eau fraîche peut-être !...

Elle courut dans la chambre du jeune homme et revint avec une serviette imbibée d'eau. Stéphane la passa à plusieurs reprises sur son front et sur ses joues.

— Je dois vous faire l'effet d'un fou furieux, dit-il ; quelle singulière réception je vous ai ménagée là !

— Enfin, que s'est-il passé, qu'avez-vous ? dit Lucienne, en mettant le pied sur la première marche de l'escalier.

— Rien, mais rien encore enfin, je vous le dirai, ou je l'ose, monsieur Stéphane, un doigt sur les lèvres.

A table, Stéphane raconta les événements de son dernier voyage avec une gaieté irrésistible. Il parla, mangea, but, d'une façon exagérée, comme pour détourner l'attention de son père et l'empêcher de lire dans ses yeux.

Le vieillard jetait cependant de temps en temps un regard inquiet sur le visage enflammé de son fils, et, d'un signe, il interrogeait Lucienne, qui lui répondait par un sourire rassurant.

Quand le dîner fut terminé, on passa dans le salon, et Stéphane, qui avait peut-être trop chaud, alla ouvrir la fenêtre, croyant que Lucienne, encore troublée de la scène bizarre et imprévue qui venait de lieu entre elle et le jeune homme, avait peur de le voir tomber tout à coup frappé d'une congestion cérébrale.

— Il est bien singulier ! se disait-elle en le regardant rêver sous son verre cou, tout en m'effraie, et il m'inspire cependant une vive sympathie.

Et elle cherchait à deviner quelle explication de sa conduite il pourrait bien lui donner ; elle ne trouvait pas. D'ailleurs, il lui laissait peu le loisir de réfléchir. Ses récits amusants, pleins de verve, qu'elle l'écoutait par instant, les lèvres entr'ouvertes, tout entière à ce qu'il disait.

Il riait de tout. A l'entendre, rien n'était plus comique que de manquer de vivres et d'eau, sous un ciel étouffant, dans une atmosphère empestée par une épidémie ; d'être sauvés in extremis par une bête sauvage ; de se venger d'une hôtesse qui vous a volé la moitié égorgé, et de se battre furieusement dans des flots de sang, à travers la plus profonde obscurité. Il avait une façon si bizarre de présenter les événements les plus tragiques, qu'on était forcé d'en rire avec lui.

Bernard interrompait son service pour écouter son jeune maître avec une sorte d'admiration.

— Allons ! ne parle pas tant, dit à la fin M. Lemercier, tu ne fais pas la moindre attention à mon dîner, que la cuisinière a préparé cependant avec autant de soin que s'il avait dû être mangé par un artiste.

— Comment ! je ne fais pas honneur au repas ! s'écria Stéphane, je mange comme un ogre !

— C'est-à-dire que tu avales tout sans discernement, comme un homme qui cherche à noyer un violent chagrin dans des flots de vin.

— Pourquoi ces idées sombres, père ? dit Lucienne. Vous vivrez plus de cent ans.

— Est-ce que tu serais ennuyé de me voir à Stéphane avec un regard inquisiteur.

— Ma santé n'a jamais été meilleure, répondit-il, je me sens gai, je suis ; je ne sais pourquoi, mais je suis ; je ne sais pourquoi, mais je suis ; je ne sais pourquoi, mais